

Garibaldi. Aussi l'une et l'autre savent-ils profiter de de leur position pour hâter le dénouement en leur faveur.

Cependant, la France paraît toujours prendre ses mesures contre Garibaldi et la Révolution, par rapport à la sécurité du Saint-Père. Mais, d'après le régime occulte de Napoléon, ces mesures de sécurité sont tellement combinées, vù la tactique employée dans le passé, qu'on peut s'attendre qu'elles auront pour résultat autant peut-être la fuite du Saint-Père que sa sécurité. Les événements seuls justifieront ou condamneront entièrement la tactique impériale, quoiqu'elle laisse depuis longtemps, par sa tortuosité, champ libre à toutes les interprétations.

Quant à la France elle-même, la France catholique s'entend, et non philosophique, révolutionnaire ou exclusivement officielle, elle n'a plus que jamais qu'un vœu et qu'une pensée sur la question de Rome, c'est la pensée, c'est le vœu de ses prêtres et de ses évêques, depuis leur retour de la ville sainte. Personne n'a mieux exprimé le vœu et la pensée de la France et du monde catholique, que cet illustre évêque d'Orléans, Monseigneur Dupanloup. Dans une lettre qu'il vient d'écrire à son clergé, il s'élève encore, s'il est possible, dans l'admiration des catholiques, après avoir monté si haut déjà dans le discours qu'il a fait à son peuple pour lui rendre compte de son voyage à la cité éternelle. Il faut avouer que si la pensée et le cœur de la vraie France n'étaient pas pour Pie IX, de tels écrits et de telles paroles seraient bien propres à réveiller, chez elle, le sentiment d'un peuple toujours prêt à s'enflammer au contact des nobles inspirations. Pour l'étranger, ces paroles constatent combien la bonne cause a de puissance en France, au cœur même des masses, puisque ces paroles y sont entendues, admirées, hautement approuvées non-seulement en pleine basilique, mais encore au sein des familles, et partout par la voie de la presse. Espérons donc beaucoup de la France dans le dénouement qui approche de la question romaine. Quelque dessein que prenne le gouvernement de ce pays, soyons sûrs qu'il aura à compter avec la nation, si celle-ci est frustrée jusqu'à la fin dans son vœu et sa pensée. Elle a trop dans la mémoire, cette nation généreuse, la gloire qu'elle a acquise, il y a treize ans à peine, en rétablissant le Saint-Père sur son trône, pour souffrir jusqu'à la fin les machinations honteuses employées, depuis trois ans, pour renverser ce trône de nouveau. Non : plus ces machinations agiront désormais, plus on doit s'attendre à leur fin par l'explosion du sentiment catholique en France. L'Empereur le sait bien ; c'est pourquoi il est si gêné, si hésitant, si tergiversant dans sa funeste politique. Car, après tout, si le Pape en est la victime pour un moment, il n'en sera pas la seule. Celui ou ceux des Souverains du jour qu'il entraînera nécessairement dans la ruine qu'on lui aura faite, pourraient bien, eux aussi, en être les victimes pour toujours. C'est ce qu'on a vu déjà, et l'histoire en conserve toute fraîche encore la mémoire.

A part le rôle de la France dans le dénouement qui

menace, il ne faut pas perdre de vue celui du Piémont, de l'Angleterre, de la Russie, de la Prusse, agents néfastes dans cette grande iniquité de la prétendue unité italienne. A moins de bien connaître ces rôles divers, on ne saurait rien juger en connaissance de cause dans la conflagration européenne qui menace.

Le Piémont d'abord, il se l'avoue à lui-même aujourd'hui, se sent débordé par Garibaldi et la Révolution. Il a beau sévir, emprisonner, cajoler ou payer, on ne veut plus de lui. On le lui dit à Naples, à Milan, à Florence, partout. Les esprits sont tournés vers la république de Mazzini ou vers les chemises rouges de Garibaldi. Ceux qui ont gardé quelques principes sont pour le roi légitime, François II, le héros de Gaëte et la plus grande figure aujourd'hui après celle de Pie IX. Si le Piémont est laissé, comme il doit l'être, à ses propres forces, son rôle est fini, et la question change d'aspect. Elle tombe en plein, et directement cette fois, sur les bras des grandes puissances, qui déjà veulent, par un congrès, la régler et la terminer ; oubliant que les congrès y ont usé déjà leur latin et leur savoir-faire.

Quant à l'Angleterre, tout le monde l'a dit, son rôle, dans la question romaine et italienne, a été de souder et d'endoctriner tous les fauteurs et les agents du désordre italien ; et cela, dans la triple vue d'affaiblir ou de ruiner, s'il était possible, le catholicisme, d'écarter la France et de jouir, elle seule, des ruines italiennes. Dieu jugera tôt ou tard ces plans odieux. Aujourd'hui, l'on dit encore que c'est l'or et l'adhésion de l'Angleterre qui déchaînent de nouveau Garibaldi, tandis que Mazzini, son compère, jouissant de l'hospitalité touchante de l'Angleterre, prépare là ses moyens d'actions pour le temps où il lui sera donné d'aller combattre aux côtés du sifustier de Caprera.

La Russie, elle, qui, avec son schisme et ses vœux d'agrandissement, aurait bien le désir peut-être d'imiter l'Angleterre, s'est contentée, par peur, de reconnaître la grande iniquité italienne. Elle a bien fait, comme le gouvernement napoléonien, de vaines réserves dans cette reconnaissance ; ce qui prouve pour tous les deux, qu'on n'a fait cette reconnaissance que pour faire plaisir à ceux que l'on craint.

Enfin, la Prusse a pris aussi pour rôle de plier le genou devant Baal : la Prusse, dont le roi Guillaume, à son couronnement, avait pourtant protesté bien haut qu'il ne voulait régner que de par Dieu et non de par le peuple, tel qu'on le façonne aujourd'hui. Donc, encore là de la peur. Et c'est au milieu de ces épouvantes, de ces faiblesses qu'on voudrait faire croire au monde catholique que l'unité italienne est faite et bien faite ; et que le Pape, l'Eglise et le monde catholique n'ont plus rien à y voir. Doncement, Dieu, qui a voix au chapitre, n'a pas dit son dernier mot. Attendons avec crainte et confiance tout à la fois.